

Contexte politique général

1. Palestine/Liban – Ukraine/Russie :

En 2014, la Russie annexait la Crimée. En 2022, Poutine lance une attaque terrestre sur le territoire ukrainien. Ce conflit a déjà fait des dizaines de milliers de victimes dans chaque camp. Il y a un peu plus d'un an, le massacre du 7 octobre a marqué le monde entier par son horreur. Si la situation au Moyen-Orient était déjà terrible avant, elle est depuis devenue cauchemardesque pour les Gazaouis et, aujourd'hui, pour les Libanais. Là encore, les morts se comptent par dizaines de milliers, essentiellement des civils.

Au-delà de l'horreur qu'ils inspirent, ces conflits internationaux montrent une asymétrie flagrante dans le traitement médiatique et politique. Que ce soit à Kiev, à Beyrouth, à Tel-Aviv, à Gaza ou au Sahel, un mort est un mort. La CGT, fidèle à ses valeurs de paix et d'internationalisme, soutient les luttes de libération des peuples, qu'il s'agisse de la Palestine ou de l'Ukraine, appelant avant tout à l'arrêt des combats et une solution diplomatique. Nous appelons à un traitement égalitaire de tous les conflits, sans distinction d'origine ou d'intérêt géopolitique.

Ces guerres, au-delà des destructions qu'elles causent, font aussi émerger ou renforcent des forces politiques hostiles aux droits des travailleurs et aux syndicats. En temps de guerre, les revendications sociales sont souvent étouffées, et des gouvernements autoritaires et militaristes prennent le pouvoir, se montrant peu enclins à défendre les droits syndicaux et les libertés fondamentales. La CGT refuse cette dynamique et se mobilise pour la paix et la défense des droits des travailleurs, quelles que soient les circonstances.

2. Kanaky :

Depuis l'arrivée des colons français en 1853, la Kanaky, ou Nouvelle-Calédonie, est un territoire marqué par la colonisation et l'exploitation des ressources. Les Kanaks, peuple autochtone, ont été dépossédés de leurs terres et soumis à des politiques d'assimilation forcée. La lutte pour l'indépendance s'est intensifiée dans les années 1980, avec des affrontements violents entre indépendantistes et loyalistes, aboutissant aux accords de Matignon en 1988, puis aux accords de Nouméa en 1998. Ces accords prévoyaient une transition vers un référendum d'autodétermination, offrant aux Kanaks l'espoir d'une indépendance.

Aujourd'hui la Kanaky, toujours reconnue par l'ONU comme territoire à décoloniser, vit une période critique. Non seulement le gouvernement français continue de refuser l'indépendance, mais il réprime les militants décoloniaux en les déportant en France. Ces militants, comme Christian Téin et ses camarades, sont emprisonnés pour avoir défendu leur droit à l'autodétermination. La CGT se tient aux côtés des opprimés, victimes qui plus est d'une discrimination politique, sociale et économique.

3. Européennes / dissolution / législatives :

En France, l'année a été marquée par la dissolution de l'Assemblée nationale après la débâcle de Macron aux élections européennes. Une manœuvre purement politicienne, qui a mis en lumière la surmédiatisation du Rassemblement National.

Mais soyons clairs : le RN est un parti d'imposteurs. Ils parlent de justice sociale mais votent contre l'augmentation du SMIC ou l'indexation des salaires sur l'inflation. Ils parlent de ruralité mais votent contre des projets de loi pour lutter contre l'artificialisation des sols ou une meilleure répartition de la PAC qui bénéficie aujourd'hui avant tout aux gros exploitants. Ils parlent de sécurité mais votent contre les mesures de lutte contre les VSS. Pour toutes ces raisons la CGT a appelé à soutenir le Front Populaire, comme elle le faisait déjà en 1934 pour lutter contre les ligues fascistes, l'action française et les croix de feu.

Car si la CGT est indépendante des partis, elle a un rôle éminemment politique à jouer pour préserver les intérêts des travailleurs et conquérir de nouveaux droits.

4. Gouvernement Barnier :

Le nouveau gouvernement, dirigé par Michel Barnier, est profondément marqué à droite. En cédant aux pressions de l'extrême droite, il montre que ses priorités sont claires : renforcer la répression, limiter les droits des travailleurs et des minorités, mais continuer de protéger les privilèges des plus fortunés. Ce gouvernement a déjà donné des gages à ceux qui prônent l'autoritarisme, tout en poursuivant une politique libérale qui appauvrit les classes populaires. Nous devons nous y opposer fermement.

5. Soulèvements en Martinique :

Les révoltes qui secouent actuellement la Martinique et la Guadeloupe sont le reflet de décennies de discrimination et de négligence envers les DOM-TOM. La vie y est 40 % plus chère qu'en métropole, les salaires sont bas, et les services publics sont sous-financés. Les habitants de ces territoires se battent pour leur survie. Les révoltes actuelles sont un cri de détresse que nous ne devons pas ignorer. La CGT soutient la lutte des habitants des DOM-TOM contre la vie chère, contre le mépris et la vision coloniale persistante qui va à l'encontre de la dignité et des droits des citoyens.

6. Suppressions de postes PLF 2025 :

Le Projet de Loi de Finances (PLF) 2025 prévoit la suppression de 505 postes dans le ministère du budget. Ces suppressions s'inscrivent dans une politique de démantèlement de la fonction publique. Moins de postes, c'est moins de services pour les citoyens, et en ce qui nous concerne moins de moyens pour lutter contre la fraude fiscale qui fait perdre au pays des dizaines de milliards d'euros chaque année. Nous devons dénoncer cette politique d'austérité qui, encore une fois, épargne les riches et les grandes entreprises tout en précarisant les travailleurs.

Conclusion :

Sur tous ces sujets, que ce soit à l'international ou en France, les combats sont liés. La CGT milite pour la justice sociale, la paix et la solidarité internationale. Que ce soit en Kanaky, en Palestine, en Ukraine, en Martinique, ou ici en métropole, nous ne devons jamais cesser de nous battre pour les droits des travailleurs et contre les oppressions.

Alors à bas l'impérialisme, le colonialisme et le racisme, à bas l'homophobie, la transphobie et le sexisme, à bas le capitalisme, le fascisme et l'autoritarisme, et que vive les luttes et vive la CGT.